

Les 106 personnalités dont les biographies figurent ici ont joué un rôle majeur dans la création de l'OMC, dans les négociations, dans le règlement des différends et dans la direction de l'institution. Il s'agit des directeurs généraux, des directeurs généraux adjoints, des chefs de cabinet, des présidents du Conseil général et des membres de l'Organe d'appel de 1995 à 2012, ainsi que de certains ministres, ambassadeurs, directeurs et autres personnalités citées dans le présent ouvrage.

Ces biographies s'appuient essentiellement sur les renseignements fournis directement par les intéressés, qui ont eu la possibilité de vérifier les indications les concernant.



(Union européenne et Royaume-Uni), né en 1938, a été Directeur général adjoint de 2002 à 2005. Il a obtenu une licence à l'Université d'Oxford en 1962, et, après sa retraite, il a été invité à donner des cours à la London School of Economics (LSE), à l'Institut universitaire européen de Florence et à la Western University de London (Ontario). Pendant ses 40 ans de carrière, d'abord au Board of Trade de Londres, puis à la Commission européenne à Bruxelles, il a été en poste plaux obstacles non tarifaires, aux restrictions quantitatives et aux 1980 et 1990, il a été le négociateur principal dans les négociations tarifaires au titre de l'article XXIV:6 après les élargissements successifs des CE, il a régulièrement participé aux réunions des ministres du commerce de la Quadraa Oni ; et, dans les dernières étapes

ions tarifaires. Ayant été nommé Ambassadeur en ministérielle de l'OMC à Singapour, puis à Seattle le de Cancún en tant que Directeur général adjoint ndon School of Economics et au Centre européen upe de réflexion sur la politique commerciale établi abinets de consultants à Bruxelles (GPlus Europe, e et travaillé au World Trade Institute, à Berne, et au durable, à Genève. Il est l'auteur de documents de des différends à l'OMC et sur le Cycle de Doha) et s de 1870 à 1930.

and Dorr. Mme Barshefsky a écrit de nombreux ouvrages et fait de nombreuses conférences sur le droit commercial et les régimes de marchés publics des États-Unis et d'autres pays.

 (Philippines), née en 1935, a été membre de l'Organe d'appel de 2007 à 2012. Elle est titulaire d'une licence de droit et d'un MBA de l'Université des Philippines et a obtenu une maîtrise de droit à l'Université du Michigan en tant que titulaire d'une bourse Dewit. Au cours de sa longue carrière dans l'administration des Philippines, elle a exercé les fonctions de juriste au Cabinet du Président, de juriste principale puis de gouverneur et Présidente du Conseil des investissements et de Ministre du commerce par intérim de février à juin 1992. De 1992 à 1999, Mme Bautista a été la Représentante permanente des Philippines à Genève auprès de l'ONU, de l'OMC, de l'OMS, de l'OIT et d'autres organisations internationales. Pendant la durée de son mandat à Genève, elle a présidé plusieurs organes, y compris le Conseil du commerce des services de l'OMC. Entre 1999 et 2000, elle a été Sous-



(Pays-Bas), né en 1945, a été Directeur de la Division de l'examen des politiques commerciales (1998-2009) et de la Division de l'agriculture et des produits de base (2009-2012) à l'OMC. M. Boonekamp a obtenu une licence de sciences commerciales (avec mention) à l'Université Rhodes en Afrique du Sud (1967), une maîtrise d'économie à l'Université Simon Fraser au Canada (1972) et un doctorat en économie à l'Université Brown aux États-Unis (1976). Après avoir enseigné l'économie à l'Université de la Colombie britannique (1976-1980), il est devenu économiste principal au Fonds monétaire international (1980-1991). Il a commencé sa carrière à l'OMC en 1991 en qualité de conseiller à la Division de l'examen de l'agriculture et des produits de base (1991-1994).

.. 🇺🇸 (États-Unis), né en 1942, a été nommé à l'Organe d'appel en 2011 pour un mandat allant jusqu'en 2015. M. Graham est titulaire d'une licence de relations internationales et d'économie de l'Université de l'Indiana ainsi que d'un doctorat en droit de la faculté de droit de Harvard. M. Graham a été Chef du département du commerce international du grand cabinet d'avocats international King & Spalding, et a enseigné le droit au Georgetown Law Center, à Washington (D.C.), en tant que professeur auxiliaire. En qualité de Conseiller principal adjoint au Bureau du Représentant des États-Unis pour les questions commerciales internationales, M. Graham a représenté le gouvernement des États-Unis dans des procédures de règlement des différends dans le cadre du GATT ; il a joué un rôle majeur dans la négociation de plusieurs accords du Tokyo Round, notamment l'Accord sur les obstacles techniques au commerce et il a participé à l'adoption et à la mise en œuvre du schéma de préférences généralisées des États-Unis en faveur des pays en développement. Avant cela, M. Graham a travaillé comme juriste à l'Organisation des Nations Unies à Genève. Il est l'auteur de plusieurs articles et monographies sur le droit commercial international et la politique commerciale internationale. Il a été chercheur invité à la Brookings Institution et membre associé du Carnegie Endowment for International Peace.

🇳🇿 (Nouvelle-Zélande), né en 1950 au Royaume-Uni, a été Ministre du commerce, Ministre chargé des questions relatives au changement climatique et Ministre associé des affaires étrangères en 2008. Avant cela, il a été Ambassadeur auprès de l'OMC (2002-2005), où il a présidé le Groupe de négociation sur les règles (2002-2003) et le Groupe de négociation sur l'agriculture (2003-2005). Il a obtenu une licence d'histoire économique à l'Université Victoria de Wellington en 1973, année où il est entré dans la fonction publique comme chercheur auxiliaire au Trésor néo-zélandais. Il a ensuite occupé un poste de négociateur pour l'Accord commercial de rapprochement économique australo-néo-zélandais (1979-1982) ; il a été conseiller en affaires étrangères au Département du Premier Ministre et du Cabinet (1982-1984) ; Ministre (chargé des questions économiques) à la Mission de la Nouvelle-Zélande auprès du GATT et négociateur en chef pour l'agriculture (1986-1990) ; négociateur en chef au cours du Cycle d'Uruguay (1990-1994) ; Ambassadeur en Indonésie (1994-1997) ; conseillère

Division des services de 1993 à 2001. Il est conseiller principal pour les questions concernant l'OMC au bureau genevois du Cabinet White & Case LLP.

Ms. Hillman (États-Unis), née en 1957, a été membre de l'Organe d'appel de 2007 à 2011. Titulaire d'une licence et d'une maîtrise de Duke University et d'un doctorat de la faculté de droit de Harvard, Mme Hillman a été responsable de 1993 à 1995 de la négociation de tous les accords bilatéraux sur les textiles conclus par les États-Unis avant l'adoption de l'Accord sur les textiles et les vêtements. De 1995 à 1997, elle a été conseillère juridique principale au Bureau du Représentant des États-Unis pour les questions commerciales internationales, et à ce titre, elle a supervisé le processus juridique nécessaire pour assurer la mise en œuvre des Accords du Cycle d'Uruguay. De 1998 à 2007, Mme Hillman a été membre de la Commission du commerce international des États-Unis. Elle a également été chargée de cours et professeur auxiliaire de droit à l'Institut de droit économique international de la faculté de droit de l'Université de Georgetown. Elle est actuellement chargée de recherches au German Marshall Fund des États-Unis, où elle s'occupe des questions de commerce et d'investissement transatlantiques, de gouvernance mondiale et d'économie internationale.

Mrs. Hills (États-Unis), née en 1934, a été Représentante des États-Unis pour les questions commerciales internationales de 1989 à 1993 sous le gouvernement de George H.W. Bush. Elle est titulaire d'une licence de l'Université de Stanford et d'un diplôme de droit de l'Université de Yale et elle a étudié à l'Université d'Oxford. Avant d'entrer dans la fonction publique, elle a été associée au sein du Cabinet Munger, Tolles, Hills & Rickershauser à Los Angeles (1962-1974) et professeur adjointe à la faculté de droit de l'Université de Californie à Los Angeles, où elle enseignait le droit antitrust. Elle a également été secrétaire au logement et au développement urbain et procureur général adjoint (Chambre civile) au Département de la justice, dans l'administration Ford. Au fil des ans, Mme Hills a été membre de plusieurs conseils d'administration de sociétés cotées en bourse et elle siège actuellement dans un conseil d'administration. Elle est également membre du conseil de plusieurs organismes à but non lucratif; elle préside notamment le Comité national des relations États-Unis–Chine et l'Inter-American Dialogue; elle est Coprésidente du Council on Foreign Relations, membre du comité exécutif du Peterson Institute for International Economics et de la Commission trilatérale, Coprésidente du conseil consultatif du Center for Strategic and International Studies et membre du conseil de l'International Crisis Group. Présidente et Directrice générale de la société Hills & Company, elle siège au conseil consultatif international de l'American International Group, de Coca-Cola Company, de Gilead Sciences Inc., de J.P. Morgan Chase et de Rolls Royce et elle est membre du conseil d'administration du US-China Business Council. Mme Hills est coauteur d'un livre intitulé **The Antitrust Advisor** (1971).

Mr. Hoda (Inde), né en 1938, a été Directeur général adjoint du GATT de 1993 à 1995 et de l'OMC de 1995 à 1999. M. Hoda a étudié à l'Université de Patna (Inde), où il a obtenu une maîtrise de langue et littérature anglaises en 1960. En 1962, il est entré dans le Service administratif indien et, en 1974, il est entré au Ministère du commerce, où il a occupé deux postes à l'étranger, d'abord comme membre de la

groupe de réflexion travaillant sur l'intégration européenne, et il a été professeur associé à l'Institut d'Études Politiques de Paris et conseiller de Poul Nyrup Rasmussen (Président du Parti socialiste européen). Parmi ses publications, il faut citer : **La démocratie-monde pour une autre gouvernance globale** (2004), **Europe en première ligne** (2002, avec Erik Orsenna), **L'Europe de nos volontés** (2002) et **Monde-Europe** (1993).

 (États-Unis), (1935-2011), a été Directeur général adjoint du GATT de 1993 à 1995 et de l'OMC de 1995 à 1999. Titulaire d'une licence d'histoire et de psychologie de l'Université de Californie à Berkeley et d'une maîtrise d'économie de l'Université Stanford, il a commencé sa carrière dans la fonction publique comme économiste à la Central Intelligence Agency, puis a été diplomate à Manille, Paris, Luxembourg et Bruxelles. Il a participé au Tokyo Round comme membre de la délégation des États-Unis en poste à Genève, ses activités comprenant non seulement les négociations elles-mêmes mais aussi la mise en œuvre. M. Lavorel a ensuite été Représentant adjoint des États-Unis pour les questions commerciales internationales, Chef de mission à Genève de 1981 à 1987, puis Coordonnateur pour les négociations commerciales multilatérales du Cycle d'Uruguay de 1987 à 1993.

 (Australie), né en 1935, a été membre de l'Organe d'appel de 2001 à 2006. Il a été administrateur de la Banque asiatique de développement (BASD) aux Philippines de juillet 1999 à 2002, où il a collaboré étroitement avec les pays en développement Membres pour l'élaboration de programmes visant à réduire la pauvreté en favorisant la croissance économique. Il a également eu pour fonctions à la BASD d'élaborer des programmes de réforme juridique et d'aider à donner des avis sur des questions juridiques, en particulier sur l'interprétation de la Charte de la BASD, des traités internationaux et des instruments de l'ONU. Avant d'entrer à la BASD, M. Lockhart a travaillé comme spécialiste de la réforme judiciaire à la Banque mondiale, en se concentrant en particulier sur le renforcement des institutions juridiques et judiciaires et en collaborant étroitement avec les pays en développement et les économies en transition dans leurs projets de réforme judiciaire et juridique. Après avoir obtenu un diplôme de droit à l'Université de Sydney en 1958, M. Lockhart a exercé les fonctions suivantes : juge à la Cour fédérale d'Australie (1978-1999) ; Président du Tribunal australien de la concurrence (1982-1999) ; Vice-Président du Tribunal du droit d'auteur d'Australie (1981-1997) ; et Conseiller de la Reine, Conseil privé d'Australie et du Royaume-Uni (1973-1978). Il a été nommé Officier de l'ordre d'Australie en 1994 pour sa contribution au droit, à l'éducation et aux arts.

 (Suisse), (1915-2003), a été Directeur général du GATT de 1968 à 1980. Il était docteur en droit de l'Université de Paris et docteur en sciences politiques de l'Université de Genève. Après son service militaire de 1939 à 1942, il a travaillé pour la Croix-Rouge internationale, d'abord à Genève (1943), puis à Londres (1944-1946), avant d'occuper plusieurs postes diplomatiques pour la Suisse à Berne, à Washington, au Royaume-Uni et à Malte. M. Long a été le chef de la délégation suisse auprès de l'Association européenne de libre-échange de 1960 à 1966. Il a également été professeur à l'Institut universitaire de hautes études internationales à Genève. Il a présidé la commission éponyme qui a produit le rapport **Public Scrutiny of Protection: Domestic Policy Transparency and Trade Liberalization** (1989). Parmi ses autres publications, on peut citer **Reflections on the Changes in International Trade** (1970), **International Trade Under Threat: A Constructive Response** (1978) et **Law and Its Limitations in the GATT Multilateral Trade System** (1985).

 (Espagne), né au Kenya en 1949, a été chef de Cabinet du Directeur général Mike Moore de 1999 à 2000 et économiste en chef de l'OMC de 1997 à 1999 et de 2000 à 2013. Titulaire d'une licence d'économie de l'Université du Kent et d'un doctorat en économie de l'Université du Sussex, il a travaillé au Secrétariat du GATT de 1980 à 1987, puis il a enseigné l'économie à El Colegio de México à Mexico de 1987 à 1990 et a travaillé comme économiste principal à la division du commerce international de la Banque mondiale de 1990 à 1994. Il a travaillé à l'OMC dès sa création en 1995, d'abord à la Division du commerce des services pendant deux ans avant puis comme économiste en chef. M. Low est en outre Directeur de recherche au Fung Global Institute, où il participe à la recherche sur les chaînes d'approvisionnement, et il est professeur adjoint d'économie internationale à l'Institut de hautes études internationales et du développement

(Égypte), né en 1952, est Directeur de la Division du commerce des services de l'OMC depuis 2001. Entré dans le service diplomatique égyptien en 1976, il a été Représentant de l'Égypte auprès du GATT à Genève en 1985 et conseiller en politique commerciale du Ministre égyptien de l'économie et du commerce extérieur, attaché commercial à l'Ambassade d'Égypte à Canberra (Australie) et Représentant de l'Égypte auprès de la Commission des Nations Unies pour l'Afrique à Addis-Abeba (Éthiopie). Au cours des négociations du Cycle d'Uruguay, il a été responsable, entre autres, des questions juridiques relatives à la rédaction de l'AGCS. Au GATT, il a également été assistant du Directeur général adjoint, conseiller juridique pour le règlement des différends et conseiller principal à la Division des services.

 (Royaume-Uni), né en 1953, a été Commissaire européen au commerce de 2004 à 2008. Il a étudié la philosophie, les sciences politiques et l'économie à St Catherine's College (Université d'Oxford) de 1973 à 1976, puis il a travaillé pour la chaîne London Weekend Television comme producteur de l'émission **Weekend World**, avant d'être nommé, en 1985, Directeur de la communication par le chef du Parti travailliste, Neil Kinnock. Il a été Secrétaire d'État au commerce et à l'industrie de 1992 à 1995. Il a été Secrétaire d'État au commerce et à l'industrie de 1992 à 1995.

Unies à Genève. De 2008 à 2011, Mme Mohamed a été la Secrétaire permanente du Ministère kényan de la justice, de la cohésion nationale et des affaires constitutionnelles avant d'être nommée Sous-Secrétaire

des affaires étrangères, responsable des questions économiques, et a été désigné représentant personnel du Premier Ministre, M. Koizumi, au Sommet du G-8, tenu au Canada en 2002. La même année, il a été le représentant personnel du Premier Ministre au Sommet mondial pour le développement durable organisé par l'ONU en Afrique du Sud. De 1997 à 2000, M. Oshima a été Directeur général des affaires économiques au Ministère des affaires étrangères, chargé de formuler et de mettre en œuvre les grandes initiatives politiques engagées dans le domaine des relations économiques extérieures du Japon. Il est actuellement Représentant spécial du gouvernement japonais, chargé des consultations en vue de la participation aux négociations sur le Partenariat transpacifique avec les pays concernés. Parmi ses publications, il faut citer : « Wrapping the July (2004) Package », dans **Managing Multilateral Trade Negotiations** et **The Role of the WTO Chairman**

 (Irlande), né en 1947, a été Sous-Directeur général du GATT/de l'OMC de juillet 1993 à juin 1995 et chef de Cabinet de Peter Sutherland. Pendant les négociations du Cycle d'Uruguay, il a été le coordonnateur du groupe de stratégie interne du Secrétariat, qui conseillait le Directeur général sur la conduite et la progression des négociations. M. O'Toole a étudié au St. Ignatius College de Galway, et à l'Université nationale d'Irlande, à Galway, où il a obtenu en 1972 une maîtrise de chimie. Il a commencé sa carrière au Département des affaires étrangères d'Irlande et a occupé plusieurs postes diplomatiques. Il a été assistant spécial du Directeur exécutif de l'Agence internationale de l'énergie de l'Organisation de coopération et de développement économiques (1976-1979) et chef de Cabinet à la Commission européenne (1985-1989). Ancien Directeur général chez Goldman Sachs, il a occupé des postes de direction ou d'administrateur dans plusieurs sociétés, dont GPA Group, ABB Group, Esat Telecom, SonaeCom, Island Capital et Hutchison Whampoa Europe, et il a joué un rôle actif dans des comités de nomination et d'audit. M. O'Toole a été Président du comité politique du European Services Forum et Directeur de Goldman Sachs Bank Europe et il a fourni des services de conseil stratégique et de consultation à des gouvernements et à des sociétés internationales.

 (Royaume-Uni), né en 1950, a été Directeur de la Division de la propriété intellectuelle du Secrétariat de l'OMC de 1993 à 2008, qui s'occupe notamment de la propriété intellectuelle, des marchés publics et de la politique de la concurrence. M. Otten est diplômé en économie de l'Université de Cambridge. Après avoir travaillé au Secrétariat du Commonwealth à Londres, sur les questions commerciales internationales, puis auprès du gouvernement du Swaziland à Bruxelles, où il a assisté celui-ci dans ses négociations avec la Communauté européenne dans le contexte de la première Convention de Lomé, il est entré au Secrétariat du GATT en 1975, où il a occupé différents postes. De 1986 à 1993, il a été secrétaire du Groupe de négociation sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce dans le cadre du Cycle d'Uruguay.

 (Burkina Faso), né en 1953, a été Directeur général adjoint de l'OMC de 1999 à 2002, premier Africain à occuper ce poste. M. Ouedraogo a obtenu un doctorat en économie à l'Université de Nice (France) en 1981. Il a travaillé pour le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) de 1982 à 1994, occupant plusieurs postes sur le terrain, notamment comme représentant adjoint du PNUD auprès de l'Organisation de l'Unité africaine et chef adjoint du bureau de liaison avec la Commission économique pour l'Afrique à Addis-Abeba, représentant résident adjoint et représentant résident **ad interim** à Brazzaville (Congo), représentant résident adjoint à Kinshasa (Zaire) (1991-1993) et Directeur pour l'Afrique de l'Est du Bureau des Nations Unies pour la région soudano-sahélienne (1993-1994). M. Ouedraogo a été Ministre des affaires étrangères du Burkina Faso de 1994 à 1999. Il a été nommé en 2003 conseiller spécial pour l'Afrique auprès du Président de la Banque africaine de développement à Tunis. En 2007, il est devenu conseiller spécial du Président de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) pour les négociations commerciales, en particulier pour l'Accord de partenariat économique entre l'Union européenne et les États africains et, en 2009, il a été nommé envoyé spécial du Président de la Commission de l'Union africaine pour Madagascar. Parmi ses publications, il faut citer : **Réflexions sur la crise industrielle en France** (1979) et **Les firmes multinationales et l'industrialisation des pays en voie de développement** (1981), ainsi que divers articles sur des questions économiques et politiques, notamment « **Le leadership en Afrique**

M. Ouedraogo est actuellement consultant international et Directeur général de la société de conseil « ZODOO International ». En septembre 2011, il a fondé le parti politique « Le Faso Autrement ».



(Uruguay), né en 1944, a été Président du Conseil général de l'OMC en 2003. Il a obtenu une licence d'économie à l'Université nationale australienne de Canberra et un diplôme d'agronomie au Collège d'agriculture Dookie de Victoria (Australie). Après avoir passé deux ans comme agent de terrain au Bureau d'économie agricole du Département des industries primaires à Canberra (Australie), il a été conseiller économique à l'Ambassade d'Uruguay à Canberra de 1969 à 1971. En 1971 et 1972, il a été chargé des activités de promotion du commerce au Centre du commerce international CNUCED/GATT à Genève, puis de 1973 à 1982, il a été économiste principal à la Division des produits de base de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED). En 1982, il a été nommé Coordonnateur du Programme économique international de la Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) à Santiago (Chili). De 1985 à 1987, il a été Directeur général des affaires économiques au Ministère uruguayen des affaires étrangères où il a été directement associé au

Ambassadeur et Représentant permanent auprès de l'ONU à Genève (1998-2000). Entre 1999 et 2001, M. Rana a été coordonnateur des délégations africaines auprès de l'OMC, chef du Groupe d'experts africains à la Conférence ministérielle de l'OMC à Seattle (États-Unis), chef de la délégation du Kenya pour l'examen de la politique commerciale du pays à l'OMC et haut conseiller en politique commerciale au Ministre du commerce et de l'industrie.

 (Nouvelle-Zélande), né en 1962, a été chef de Cabinet de Mike Moore en 2002. Titulaire d'une maîtrise de l'Université d'Auckland, diplomate de carrière, M. Rata a été en poste à la Mission permanente de la Nouvelle-Zélande auprès des Nations Unies à New York et à la Haute Commission de la Nouvelle-Zélande à Londres. M. Rata a été haut fonctionnaire à l'OMC pendant dix ans. En 2012, il a été nommé Ambassadeur de la Nouvelle-Zélande en République de Corée, accrédité également auprès de la République populaire démocratique de Corée.

 (France), né en 1948, a été Directeur général adjoint de 1999 à 2002. Après avoir obtenu une maîtrise de droit, M. Ravier a fait un stage de deux ans à l'École nationale d'administration (1973-1975), pendant lequel il a été en poste à Washington. Il est ensuite entré à la Direction des relations économiques extérieures (DREE), d'abord en charge des relations commerciales bilatérales avec l'Asie du Sud-Est puis, pendant deux ans, des relations avec le Moyen-Orient. En 1980, il a été nommé conseiller pour les affaires économiques internationales auprès du Premier Ministre (ancien Commissaire européen) Raymond Barre. De retour à la DREE, M. Ravier a été nommé Chef du Bureau chargé de la politique de crédit à l'exportation. À ce poste, qu'il a occupé pendant trois ans, il a participé aux négociations à l'Organisation de coopération et de développement économiques sur les règles applicables à l'aide et aux crédits à l'exportation. Pendant les cinq années suivantes (1985-1990), il a été responsable des relations commerciales bilatérales avec l'Europe de l'Est, l'Asie, le Pacifique et le Moyen-Orient. En qualité de Directeur adjoint de la DREE de 1991 à 1999, il a participé activement à plusieurs négociations commerciales portant sur la gestion des différends commerciaux, la définition et l'application de stratégies de promotion des exportations et la gestion des programmes de financement du commerce.

 (Brésil), né en 1937, a été Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) de 1995 à 2004. Licencié en droit de l'Université de São

internationales, notamment à l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), à la Conférence sur la coopération économique internationale et à la Communauté européenne. De 1981 à 1988,

du Cycle d'Uruguay, il a été le négociateur du Costa Rica sur les droits de douane, les obstacles non tarifaires, l'agriculture, le règlement des différends et les services. Depuis 2006, il préside la Session extraordinaire de l'Organe de règlement des différends. Il a également présidé le Comité des Accords commerciaux régionaux (2004-2005), le Groupe de travail de la transparence des marchés publics (1999-2004) et le Conseil du commerce des marchandises (1998) ; il a aussi été Président par intérim du Comité des participants sur l'expansion du commerce des produits des technologies de l'information (1998).

 (Italie), né en 1943, a été membre de l'Organe d'appel de 2001 à 2009. Il a obtenu un diplôme de droit avec mention **summa cum laude** à l'Université de Milan en 1965, puis une maîtrise de droit comparé à la faculté de droit de l'Université Columbia en 1967, en tant que boursier Fulbright. Il a été nommé au Barreau de Milan en 1969 et à la Cour suprême d'Italie en 1979. Au cours de sa carrière dans le secteur public, il a été Vice-Président du Groupe de travail de l'Organisation de coopération et de développement économiques sur la corruption dans les transactions commerciales internationales et consultant auprès du Conseil de l'Europe, de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et de la Banque mondiale, travaillant sur les questions relatives à l'investissement étranger, au commerce, à la corruption, au développement et à la bonne gestion des affaires publiques. Dans le secteur privé, il a souvent agi en qualité d'arbitre pour le règlement des différends commerciaux internationaux et au Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements. M. Sacerdoti a publié de nombreux ouvrages sur le droit commercial international, l'investissement, les contrats internationaux et l'arbitrage. Il est professeur de droit international et de droit européen à l'Université Bocconi de Milan depuis 1986. Il est membre du Comité du droit commercial international de l'Association du droit international.

 (États-Unis), née en 1955, a été Représentante des États-Unis pour les questions commerciales internationales de 2006 à 2009. Titulaire d'une licence du Williams College, d'une maîtrise de l'Université Stanford et d'un doctorat de l'Université George Washington, Mme Schwab a d'abord travaillé comme négociatrice sur le commerce des produits agricoles au Bureau du Représentant des États-Unis

en 1998 pour entrer au Fonds monétaire international (FMI) comme Directeur adjoint pour l'élaboration et l'analyse des politiques. Il a alors dirigé le processus de formulation et d'approbation des politiques pour les grands marchés émergents confrontés à une crise du compte de capital et pour l'allègement de la dette d'une douzaine de pays africains pauvres très endettés. Il est ensuite devenu conseiller principal au Département des finances publiques du FMI, chargé de la politique et des travaux en matière de transparence. En 2007, il



(États-Unis), né en 1951, a été Directeur général adjoint de 1999 à 2002. À ce poste, il a été

branche Global Trade Practice de cette société, dont il a ouvert le bureau de Genève. De 2003 à 2009, il a été conseiller principal pour le commerce international au bureau genevois du cabinet d'avocats Sidley Austin LLP. Depuis 2010, M. Weekes est conseiller d'affaires principal dans le cabinet d'avocats canadien Bennett Jones LLP, à Ottawa.

 (Allemagne), né en 1943, a été le premier Directeur de la Division de l'examen des politiques commerciales du Secrétariat du GATT (1989-1991) et il a été Directeur de la Division de l'agriculture et des produits de base du GATT et de l'OMC (1991-2005). Titulaire d'une maîtrise (Diplom-Volkswirt) obtenue en 1969 et d'un doctorat d'économie (Dr. rer. pol.) obtenu en 1974 à l'Université de Kiel, M. Wolter a travaillé comme chercheur à l'Institut de Kiel pour l'économie mondiale de 1969 à 1983. Il a été consultant auprès de la Communauté européenne, de l'Organisation de coopération et de développement économiques, de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel et de l'Organisation internationale du travail, et il a dirigé un projet de recherche pour la Fondation allemande pour la recherche (DFG) de 1977 à 1979. En 1983, M. Wolter est entré au Secrétariat du GATT comme conseiller à l'Unité de recherche et d'analyse économique, où il a travaillé jusqu'en 2011. du.1()/T1_2 1 Tf

universités chinoises, notamment celui de Directrice générale chargée du droit et des traités au Ministère du commerce extérieur et de la coopération économique (1984-1997), où elle a participé à la rédaction de diverses lois commerciales, telles que la Loi sur l'investissement étranger, la Loi sur les contrats et la Loi sur le commerce extérieur. De 1987 à 1996, Mme Zhang a été l'un des principaux négociateurs de la Chine dans le domaine de la propriété intellectuelle et elle a participé à l'élaboration de la législation chinoise sur les brevets, sur les marques et sur le droit d'auteur. Elle a aussi été conseillère juridique principale pour la réintégration de la Chine dans le GATT. Elle a négocié pour la Chine des traités bilatéraux de protection des investissements avec de nombreux pays. De 1982 à 1984, Mme Zhang a travaillé comme conseillère juridique à la Banque mondiale. Elle a été membre du Conseil d'administration d'FO

ba Bau(q)-(a B)-1RtO. ET-